



© DR

SOUTENIR LE MONDE PAYSAN, C'EST SOUTENIR LA PAIX

Préface d'Ibrahima
Coulibaly, Paysan malien,
Président du Réseau des
organisations paysannes et
des producteurs agricoles de
l'Afrique de l'Ouest (Roppa)

Ces dernières décennies, toutes les politiques agricoles et alimentaires vendues aux pays pauvres se sont révélées désastreuses. Elles n'ont pas permis d'atteindre ladite sécurité alimentaire. Elles n'ont pas amélioré la performance des économies et se sont révélées destructrices en emplois, en démotivant les jeunes du secteur agricole. On se trouve face à une insécurité endémique, parce que ces jeunes, sans avenir dans le secteur agricole, n'ont que deux options : soit ils vont chercher de l'or qu'ils ne trouvent souvent jamais, soit ils se tournent vers des groupes armés qui leur offrent un salaire mensuel.

Ce que nous demandons aujourd'hui, ce sont des politiques cohérentes et justes. Comment mobiliser les ressources pour faire face aux besoins réels de l'autonomie alimentaire de la région ? Comment les gérer de façon inclusive, transparente, pour qu'elles aient réellement un impact sur le monde paysan ? Comment les productions agricoles de la région seront-elles protégées contre les dérives du marché mondial ? Si on ne répond pas à ces questions de fond, je pense qu'on restera dans le *statu quo*, pas dans des politiques de relance et de résilience.

Le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) a été construit avec l'ambition de nouer un dialogue constructif avec les autorités à différents niveaux, de discuter de politiques publiques qui puissent soutenir la population ouest-africaine. Il faut rappeler que les paysans représentent 65 à 70 % de la population de l'Afrique de l'Ouest.

On pose avant tout cette question de fond : où vont les budgets de nos ministères ? Nos gouvernements disent qu'ils ont dépassé le seuil d'au moins 10 % des budgets nationaux affectés au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, engagements qu'ils ont pris en 2003 à Maputo lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Mais où va cet argent ? Les paysans et les paysannes n'en voient pas la couleur. Nous ne constatons pas en milieu rural des investissements plus importants et plus appropriés qui témoignent du respect de ces engagements et qui sont susceptibles d'induire la croissance agricole souhaitée.

L'incohérence totale des politiques est à la base de notre vulnérabilité et de notre pauvreté. Tant que l'on ne comprend pas que c'est principalement le problème de la gouvernance des administrations des services d'État qui bloque tout progrès, et non le manque de ressources, on ne peut pas avancer.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) aurait pu catalyser une bonne politique agricole mise en œuvre au niveau régional et dans les pays pour changer la vie des populations, notamment en milieu rural. Cela a été l'espoir de tous, surtout de nos réseaux d'OP. Mais, à notre plus grande déception, l'intégration régionale s'est complètement déconnectée de son objectif premier, qui était de construire une vraie politique agricole, alimentaire, économique et régionale. Une politique qui allait sortir les populations de la vulnérabilité et de la pauvreté. Malgré de bonnes orientations, la Cedeao n'a pas su garder le cap dans la mise en œuvre pour aller véritablement vers la souveraineté alimentaire. La politique de la Cedeao n'a pas fait cela.

Pour le Roppa qui représente les exploitations familiales, système de production dominant, cette situation est extrêmement grave. Notre engagement et nos espoirs sont déçus. La situation est encore plus difficile et plus complexe au niveau national. Nos administrations des services agricoles sont revenues en arrière, avec des approches de prédation et d'exclusion : rien ne se fait sur le terrain, rien ne se fait avec la profession agricole, qui est totalement marginalisée dans la vie politique, agricole et alimentaire dans bien des pays.

La guerre dans le Sahel est due à la paupérisation du monde rural

Pourquoi les jeunes ne voient-ils plus d'avenir dans l'agriculture ? Cela remonte à loin, il y a eu toute une déconstruction du métier de paysan. L'activité a été complètement dévalorisée. C'est cette image qu'il faut casser pour redonner espoir à une jeunesse qu'on peut très facilement former. Elle peut réaliser des productions diverses, durables et très rentables à condition que le marché soit un tant soit peu protégé et qu'il y ait des mécanismes de soutien à l'installation des jeunes, avec des crédits adaptés.

Certains ont préféré prendre les armes. La guerre dans le Sahel est principalement le résultat de la paupérisation des communautés rurales. C'est le cas au Mali, au Burkina Faso, au Niger avec des groupes armés qui trouvent un terrain favorable pour enrôler des jeunes et combattre leurs gouvernements ; c'est la même chose au Nigéria avec Boko Haram. Et la guerre descend aujourd'hui dans les pays côtiers, parce qu'on retrouve le même problème dans ces pays.

On peut recruter partout et facilement des jeunes valides qui n'ont aucune envie d'être paysans parce qu'ils savent que, dans les conditions actuelles, ils risquent de ne pas s'en sortir et d'être malheureux toute leur vie. Il y a là un cercle vicieux à casser.

Cette crise est une opportunité pour accélérer la transition agroécologique

Quand les paysans sont bien formés, ils sont capables de tout. Il faut sortir de cette fragilité extrême et montrer aux communautés qu'elles peuvent renforcer leur résilience et gagner en autonomie à travers l'agroécologie. C'est ce que nous sommes en train de faire. Qu'est-ce qu'a donné l'agriculture productiviste qu'on nous a vendue ? Je ne connais aucun paysan qui s'est véritablement enrichi grâce à elle. Les paysans préféreraient ne pas mettre leur argent dans les engrais, à condition d'avoir des alternatives accessibles : avoir une charrue, une charrette et transporter de la biomasse, faire du compost. Ce sont des choses simples. Faire de la formation, avoir des relais avec des paysans qui forment d'autres paysans, fabriquer des fertilisants biologiques et des biopesticides à faible coût. C'est là que je voudrais mettre mon énergie, afin de construire cette autonomie du monde rural à produire, quelles que soient les crises qui vont advenir ! Je pense que cette crise est une aubaine pour l'agroécologie, pour l'accélération de la transition agroécologique portée par les exploitations familiales agricoles, par les paysans. Quand nous parlons de l'Afrique nourricière, c'est justement pour souligner qu'il y a tout ici, en termes de capacité de production, de transformation, de mise en marché pour nourrir durablement et sainement l'Afrique. Il n'y a aucun doute là-dessus. Alors, quand on entend que l'Afrique est incapable de se nourrir, qu'il y a toujours la famine, la misère, la malnutrition, ça n'a rien de réel. Ce ne sont pas les terres qui manquent, ce n'est pas l'eau qui manque, ce ne sont pas les bras valides qui manquent. Même le marché est là aujourd'hui.

C'est à travers des initiatives comme celles soutenues par le programme Pafao que l'avenir et la plupart des solutions concrètes se construisent. Quand vous aidez un groupement de femmes à établir un périmètre maraîcher agroécologique avec un forage, vous changez la vie d'un village ! Quand vous aidez le même groupement de femmes à avoir une petite unité de transformation et de séchage des mangues, vous changez

la vie des gens. Mais c'est de la responsabilité des États de mettre à l'échelle ces solutions pour construire de vraies alternatives sur les territoires. Créer les conditions pour que l'Afrique se nourrisse serait très simple. Il suffirait de garantir un revenu aux paysans à travers une prévisibilité des prix. Ce n'est pas plus compliqué. Même si l'État n'intervient pas avec des subventions, la production fera un bond.

L'urgence est aujourd'hui de sortir au plus vite le maximum de paysans de l'extrême vulnérabilité. Si on n'y arrive pas, on n'aura jamais la paix, on aura toujours la guerre. ●

Ibrahima Coulibaly

Paysan malien

Président du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest



Dans le Dagana (Nord Sénégal),
comme dans la plupart du Sahel,
l'élevage est la principale source de
revenu des familles. © Gret